

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 34.410/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 20 novembre 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet d'ordonnance "modifiant la nouvelle loi communale", après avoir examiné l'affaire en ses séances des 29 janvier 2003 et 5 février 2003, a donné à cette dernière date l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 34.410/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 20 november 2002 door de Minister-Voorzitter van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "tot wijziging van de nieuwe gemeentewet", heeft, na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 29 januari 2003 en 5 februari 2003, op laatstvermelde datum het volgende advies gegeven :

Examen du projet

Dispositif

Article 2

Le 2° tend à supprimer la référence à l'article 24, § 1°. Or, aucune disposition de l'avant-projet ne tend à abroger cette disposition. Même si la condition d'application de cette disposition (une commune de moins de 1.000 habitants) est peu réaliste à Bruxelles, elle n'est pas juridiquement exclue. L'auteur de l'avant-projet doit donc choisir : soit il abroge l'article 24, soit il laisse la référence à cette disposition à l'article 5, alinéa 2.

Article 3

Dans son avis 33.105/2, donné le 12 juin 2002, sur un avant-projet d'ordonnance "modifiant la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales", la section de législation a observé :

"Certes, les régions sont compétentes pour régler la composition, l'organisation, la compétence et le fonctionnement des institutions communales en vertu de l'article 6, § 1^{er}, VIII 1° ⁽¹⁾, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, tel que modifié par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et aux communautés. Le législateur régional bruxellois ne saurait cependant tirer parti de cette disposition pour modifier les règles adoptées par le législateur fédéral en vue d'organiser les aspects juridictionnels du contentieux fiscal communal.

La compétence de créer des cours et tribunaux et de définir leurs attributions constitue une matière réservée au législateur fédéral par les articles 77, 144, 145 et 146 de la Constitution ⁽²⁾. En outre, en ce qui concerne les compétences du collège juridictionnel visé à l'article 83quinquies, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989,

⁽¹⁾ lire : article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 1°.

⁽²⁾ Le pouvoir de fixer les règles de procédure devant les juridictions appartient au législateur fédéral en vertu de sa compétence résiduaire : voir les arrêts de la Cour d'arbitrage n° 19/2001 du 14 février 2001, cons. B.4.2., n° 33/2001 du 13 mars 2001, cons. B.5.5.1. et n° 57/2002 du 28 mars 2002, cons. B.4.3.

précitée, toute modification en la matière ⁽³⁾ requiert une loi adoptée à la majorité spéciale prévue à l'article 4, dernier alinéa, de la Constitution, et ce, conformément à l'article 163, alinéa 2, de la Constitution."

Selon le commentaire de l'article 3, l'adaptation de l'article 9 de la nouvelle loi communale est purement "formelle", dès lors que "depuis la suppression de la province du Brabant, le collège juridictionnel est compétent pour connaître des contestations sur le désistement d'un candidat élu au conseil communal".

L'auteur de l'avant-projet n'entend ni créer une nouvelle juridiction administrative ni attribuer de nouvelles compétences à une juridiction existante. La modification proposée n'a pour but que de substituer une appellation inscrite dans la nouvelle loi communale à une autre appellation déjà inscrite dans la loi spéciale du 12 janvier 1989, afin d'aligner la formulation du texte sur la réalité institutionnelle.

Il en va de même en ce qui concerne le pouvoir formellement reconnu au président du collège juridictionnel de pouvoir notifier les décisions du collège comme le fait le gouverneur de province en tant qu'il préside la députation permanente siégeant en tant que juridiction administrative.

Dans cette mesure, les modifications envisagées sont admissibles.

Le même raisonnement vaut pour les articles 4, 8, 15, et 27, 2° et 4°, de l'avant-projet.

Article 6

1. En vertu des articles 20 et 69 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, rendus applicables à la Région de Bruxelles-Capitale respectivement par les articles 8 et 36 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, le pouvoir exécutif appartient au Gouvernement à qui il revient de décider des délégations qu'il accorde.

⁽³⁾ A l'exception toutefois des modifications résultant d'une modification apportée aux missions juridictionnelles des députations permanentes (article 83quinquies, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989).

Par conséquent, il ne convient pas que l'ordonnance désigne directement un ministre pour exercer une tâche déterminée, en l'occurrence, celle qui consiste à recevoir les actes de présentation des candidats bourgmestres.

2. Par ailleurs, il y a lieu de relever qu'en vertu de l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 1^o, alinéa 2, les régions doivent exercer leur compétence en matière de composition, d'organisation, de compétence et de fonctionnement des institutions communales et provinciales "sans préjudice des articles 279 et 280 de la nouvelle loi communale".

L'article 279, § 2, de la nouvelle loi communale contient en effet un renvoi à l'article 13, alinéa 1^{er}, que l'article 6 du présent avant-projet tend à modifier. La présentation du bourgmestre en conformité avec cet article 13, alinéa 1^{er}, est une condition d'application de l'obligation formulée par le paragraphe 2 en question. Il en résulte que le législateur régional ne pourrait, sans excéder ses compétences, modifier l'article 13, alinéa 1^{er}, de manière telle que la norme exprimée par l'article 279 s'en trouverait altérée.

Pour que le bourgmestre soit présenté conformément à l'article 13, alinéa 1^{er}, ainsi que le requiert, entre autres conditions, l'article 279, § 2, pour que soit applicable l'obligation formulée par cette disposition, plusieurs conditions doivent être remplies. Une de celles-ci est que le bourgmestre ait fait l'objet d'"un acte de présentation daté" et "déposé (...) entre les mains du gouverneur de la province". L'ordonnance en projet tend à modifier cette condition puisqu'elle prévoit que l'acte de présentation ne devrait plus désormais être déposé entre les mains du gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, mais bien entre les mains du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Il ressort toutefois de l'article 13, alinéa 1^{er}, de la nouvelle loi communale que la mission ainsi confiée actuellement au gouverneur ne dépasse pas les seules réception et transmission des actes de présentation. Il ne lui appartient en effet pas, aux termes de la loi, d'exercer un quelconque contrôle sur cet acte de présentation, ni d'émettre un avis sur la candidature. Par conséquent, l'obligation faite par l'article 279, § 2, de déposer un acte de présentation conformément à l'article 13, alinéa 1^{er}, n'est pas substantiellement modifiée: on peut en effet considérer qu'il est indifférent aux auteurs d'un acte de présentation de déposer celui-ci entre les mains du gouverneur ou entre celles d'un membre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Par conséquent, il peut être admis que la modification en projet est "sans préjudice de l'article 279 (...) de la nouvelle loi communale" et ne soulève dès lors pas d'autres objections de compétence que celle exprimée sous le point 1.

Article 12

Les mots "de la Région de Bruxelles-Capitale" sont superflus et doivent être omis.

La même observation vaut pour les articles 24, 25, 3°, 35, 37, 38, 1°, 39 et 51 de l'avant-projet.

Article 13

Dans le texte français, le mot "barémique" doit être omis.

Par ailleurs, la notion de "receveur local" résulte de la distinction opérée par l'article 52 de la nouvelle loi communale entre les receveurs régionaux et locaux. L'article 52 de l'ordonnance en projet tend à abroger cette disposition. Par conséquent, le qualificatif "local" doit également être omis.

Article 17

Les mots "de l'administration" sont superflus.

Article 18

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait que la rédaction proposée peut être source de difficultés, dès lors que la télécopie ou le courrier électronique peuvent être considérés comme des formes d'écrit. Mieux vaudrait que le texte en projet énumère distinctement les différentes possibilités de transmission de la convocation (par courrier, par porteur à domicile, par télécopie ou par courrier électronique).

La même observation vaut pour l'article 22 de l'avant-projet.

Article 23

La modification en projet de l'article 112 tend à permettre que les règlements et ordonnances du conseil communal, du collège des bourgmestre et échevins et du bourgmestre soient publiés par la voie d'une affiche "ou de tout autre moyen de communication adéquat".

Il en résulte que le mode de publication des règlements et ordonnances communaux seraient laissés à l'appréciation des autorités communales concernées.

Une telle disposition serait contraire à l'article 190 de la Constitution qui réserve à la loi la détermination de la forme dans laquelle doivent être publiés les lois, arrêtés et règlements d'administration générale, provinciale ou communale.

Il revient donc au législateur, en l'occurrence au législateur régional, de déterminer lui-même la forme que doit prendre la publication des actes visés à l'article 112 de la nouvelle loi communale.

Article 25

Cette disposition excède les compétences de la Région. En effet, l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 1^o quatrième tiret, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, prévoit, au titre d'exception à la compétence régionale en matière de composition, d'organisation, de compétence, de fonctionnement des institutions provinciales et communales, que l'organisation de et la politique relative à la police, en ce compris l'article 135, § 2, de la nouvelle loi communale, reste une compétence fédérale.

L'exposé des motifs du projet de loi spéciale commentait l'exception comme suit :

"L'organisation de et la politique relative à la police et aux services d'incendie restent une compétence fédérale. Les régions ne reçoivent aucune compétence sur ce sujet. Par conséquent, et à côté de l'article 135, § 2, de la loi communale, qui a été repris explicitement dans le texte de la loi et qui attribue aux communes la mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics, entre autres les réglementations suivantes, actuellement incorporées dans la loi communale ou provinciale restent également une matière fédérale :

- la compétence du conseil provincial de faire des ordonnances de police (article 85 de la loi provinciale);
- la compétence du gouverneur en vertu des articles 128 et 129 de la loi provinciale (le maintien de la tranquillité et du bon ordre, la sûreté des personnes et des propriétés, la réquisition de la force armée en cas de rassemblement tumultueux...);
- les incompatibilités qui valent pour le personnel de la police (article 71 de la loi communale);
- la compétence du conseil communal de faire des ordonnances de police (article 119 de la loi communale);
- la compétence du collège des bourgmestre et échevins en matière de police des spectacles (article 130 de la loi communale);
- les dispositions du titre II [lire: titre III] de la loi communale, dans la mesure où elles se rapportent au personnel de la police et des services d'incendie.

Le fait que l'article 135, § 2 de la loi communale est réservé à l'autorité fédérale n'empêche pas que les Régions soient compétentes pour prendre des mesures de police concernant leurs compétences." ⁽⁴⁾ .

La circonstance que l'article 119bis de la nouvelle loi communale n'est pas visé par cet extrait de l'exposé des motifs ne peut être invoquée pour arguer d'une compétence régionale pour modifier cette disposition. En effet, cette énumération est présentée comme exemplative. En outre, un amendement n° 135 déposé au Sénat (Doc. parl., Sénat, n° 2-709/5-2000-2001), visant à insérer dans le texte de la loi une référence explicite à plusieurs dispositions relatives à la police, parmi lesquelles l'article 119bis, fût

⁽⁴⁾ Doc. parl., Sénat, n° 2 - 709/1- 2000-2001, p. 17.

retiré par son auteur après que le Gouvernement ait déclaré que cet amendement n'apportait rien de nouveau ⁽⁵⁾.

En conclusion, la disposition en projet doit être omise.

Article 26

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait que la suppression de la province du Brabant n'a pas eu pour effet d'abroger tous les règlements ou ordonnances provinciaux.

La modification proposée au 1°, qui se veut purement formelle, est donc susceptible de créer une insécurité juridique dans l'hypothèse où subsisteraient dans l'ordre juridique des règlements ou ordonnances provinciaux dont l'exécution serait confiée au collège des bourgmestre et échevins.

La même observation vaut pour l'article 28 de l'avant-projet.

Selon le fonctionnaire délégué, il n'existe plus de règlements ou d'ordonnances provinciaux en vigueur dans la Région de Bruxelles-Capitale. Cette affirmation doit être vérifiée et confirmée, le cas échéant, dans l'exposé des motifs.

Article 27

Le 3° tend à prévoir que "le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixe la procédure" applicable lorsque le collège juridictionnel statue sur la responsabilité incombant au receveur en cas de déficit

⁽⁵⁾ Voir M. Quintin, La police administrative générale et les sanctions administratives, à paraître dans un numéro spécial d'A.P.T. consacré à la dernière réforme de l'Etat.

La procédure applicable devant le collège juridictionnel ne relève en principe pas de la compétence régionale. En effet, l'article 83quinquies, § 2, alinéa 3, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises dispose que "dans la procédure devant le collège, les mêmes règles doivent être respectées que celle qui s'appliquent lorsque la députation permanente exerce une mission juridictionnelle dans les provinces". Or, la compétence de fixer les règles de procédure devant la députation permanente lorsqu'elle exerce une mission juridictionnelle appartient à l'Etat fédéral au titre de sa compétence résiduelle ⁽⁶⁾. En effet, cette compétence n'a pas été attribuée aux régions puisque, lorsqu'elles agissent en tant que juridictions administratives, les députations permanentes ne sont pas des pouvoirs subordonnés et ne sont donc pas visées par l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, qui attribue aux régions, "en ce qui concerne les pouvoirs subordonnés", la compétence de régler la composition, l'organisation, la compétence et le fonctionnement des institutions communales et provinciales.

L'article 131, § 4, alinéa 2, de la nouvelle loi communale prévoit que le Roi règle la procédure devant la députation permanente statuant sur la responsabilité du receveur, conformément aux principes énoncés à l'article 104bis de la loi provinciale.

L'article 104bis en question fixe un certain nombre de règles de procédure et délègue également au Roi le pouvoir de "régler la procédure" ⁽⁷⁾.

La Région ne pourrait prévoir des règles de procédure particulières dans le cas où le collège juridictionnel statue sur la responsabilité du receveur, que dans le respect des conditions de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ⁽⁸⁾.

⁽⁶⁾ Comme l'a souligné la Cour d'arbitrage, "en vertu des articles 145 et 146 de la Constitution, c'est au législateur fédéral seul qu'il appartient de définir les compétences des juridictions. Le pouvoir de fixer les règles de procédure devant les juridictions appartient à ce dernier en vertu de sa compétence résiduaire" (arrêt n° 85/2002 du 8 mai 2002, considérant B.5.2.).

⁽⁷⁾ Article 104bis, alinéa 3, de la loi provinciale, exécuté par l'arrêté royal du 17 septembre 1987 relatif à la procédure devant la députation permanente dans les cas où elle exerce une mission juridictionnelle.

⁽⁸⁾ Il est ainsi requis que les dispositions soient nécessaires à l'exercice de la compétence de l'entité fédérée, que la matière se prête à un traitement différencié et que l'incidence des dispositions en cause sur cette matière ne soit que marginale (Voyez entre autres, les arrêts n° 19/2001 du 14 février 2001 et n° 85/2002, précité, de la Cour d'arbitrage).

Cette disposition réserve au législateur fédéré le pouvoir de porter des dispositions de droit relatives à des matières pour lesquelles les Conseils ne sont pas compétents, dans la mesure où ces dispositions sont nécessaires à l'exercice de leur compétence. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas ce qui, au titre des pouvoirs implicites, permet de fonder la disposition en projet. En tout état de cause, même dans le cas où le recours aux pouvoirs implicites serait justifié, il s'impose que, dans les matières que la Constitution ou le législateur spécial, réserve à la loi, au décret ou à l'ordonnance, le législateur ait fixé les aspects essentiels de la matière qu'il délègue au Gouvernement.

Article 29

Comme la section de législation l'a observé dans son avis 23.344/2, donné le 17 octobre 1994, sur une proposition de loi "modifiant l'article 134bis de la nouvelle loi communale en vue d'étendre le droit au logement décent", c'est en vertu de ses compétences en matière d'aide sociale que le législateur fédéral a inséré un article 134bis dans la nouvelle loi communale, tendant à organiser une procédure de réquisition d'immeubles abandonnés, procédure enclenchée par le président du conseil de l'aide sociale, en vue de mettre ces immeubles à la disposition de personnes qui n'ont pas les moyens nécessaires pour accéder à un logement décent et y rester ⁽⁹⁾.

C'est donc encore au Roi qu'il appartient de prendre les mesures d'exécution de cette disposition de la nouvelle loi communale.

L'article 29 doit dès lors être omis.

⁽⁹⁾ Doc. parl., Chambre, n° 1417/2 - 1993-1994. Comme il résulte de cet avis, si la mesure n'était pas spécifiquement destinée à ces personnes, elle relèverait de la compétence régionale en matière de logement. Voir également l'avis 25.688/2, donné le 16 décembre 1996, sur une proposition de loi "relative à l'introduction dans le marché locatif des biens immobiliers inoccupés en vue de satisfaire aux demandes en matière de logement" (Doc. parl., Sénat, n° 166/2, 1996-1997).

Article 30

Les régions sont incompétentes pour modifier le Chapitre IV du Titre III de la nouvelle loi communale. Le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'enseignement, à l'exclusion de son régime de pensions, est en effet, dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, une compétence des communautés ⁽¹⁰⁾ à l'égard des institutions qui, en raison de leurs activités, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à l'une ou l'autre communauté. A l'égard des autres institutions d'enseignement, la compétence relève de l'autorité fédérale en vertu de sa compétence résiduelle ⁽¹¹⁾.

Article 31

L'article 234, alinéa 1^{er}, actuel, de la nouvelle loi communale prévoit que le conseil communal choisit le mode de passation des marchés de travaux, de fournitures ou de services et en fixe les conditions. L'alinéa 2 prévoit une possibilité de délégation au collège des bourgmestre et échevins pour les marchés relatifs à la gestion journalière, dans les limites des crédits inscrits à cet effet au budget ordinaire. L'alinéa 3 prévoit qu'en cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le collège des bourgmestre et échevins peut d'initiative exercer les pouvoirs du conseil.

⁽¹⁰⁾ C.A., arrêt n° 6/93, considérant 2.B.3.

⁽¹¹⁾ L'intitulé du Chapitre IV et les articles 150 à 152 ont été modifiés par la loi du 24 mai 1991, pour donner suite à l'avis du Conseil d'Etat qui a fait l'observation suivante à l'égard de l'avant-projet :

"En ce qui concerne le personnel enseignant, l'exposé des motifs prévoit qu'il est exclu de l'application des dispositions du projet, le statut des membres du personnel des différents réseaux d'enseignement, à l'exception de celui des pensions, relevant à présent, de la compétence des communautés.

Toutefois, en attendant que le législateur décréte ait fait usage de ce pouvoir, les dispositions légales existantes demeurent d'application. Il en est ainsi, notamment, des articles 150 à 152 de la nouvelle loi communale.

Il ne convient donc pas d'abroger purement et simplement, comme l'a fait l'article 3, 4°, du projet, les articles 150 à 152 de la nouvelle loi communale. Ces articles doivent, au contraire être maintenus, mais adaptés - de même que l'intitulé du Chapitre IV du Titre III - pour les rendre exclusivement applicables aux membres du personnel enseignant communal." (Doc. parl., Chambre, n° 1400/1 - 90/91).

L'ordonnance en projet maintient ce régime, mais habilite en outre le collège à exercer le pouvoir visé à l'alinéa 1^{er} pour les marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17, § 2, 1^o, a), de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services; dans ce cas, le conseil communal doit ratifier la décision du collège lors de sa plus prochaine séance.

Les marchés visés par la législation fédérale à laquelle l'avant-projet renvoie sont ceux qui ne dépassent pas, hors taxe sur la valeur ajoutée, un montant fixé par le Roi.

Ainsi que l'a confirmé le fonctionnaire délégué, l'intention de l'auteur du projet est que la procédure de "ratification" par le conseil communal agirait en principe comme une tutelle d'approbation. A défaut d'approbation ou de ratification (les deux mots sont en l'espèce synonymes), les actes posés par le collège ne pourront sortir leurs effets. Pour éviter toute difficulté d'application, l'exposé des motifs gagnerait à confirmer cette interprétation.

L'avant-projet laisse toutefois également incertaine la question de savoir si un marché conclu par la procédure négociée et relatif à la gestion journalière devra ou non être ratifié par le conseil communal, dans l'hypothèse où le conseil communal aurait consenti une délégation conformément à l'alinéa 2 en projet.

Article 35

Il y a lieu dans la phrase liminaire de préciser "256, § 1^{er}, alinéa 1^{er}".

Article 45

Selon le fonctionnaire délégué, l'omission des mots précisant que c'est une copie qui est envoyée et non le dossier lui-même, procède d'une erreur matérielle.

Article 46

Les mots "experts" et "techniciens" (dans le texte néerlandais : "specialisten") sont en l'espèce tautologiques.

Article 50

L'article 50 de l'avant-projet tend à compléter l'article 317 de la nouvelle loi communale par un alinéa 3. Or, l'article 317 en question comporte déjà un alinéa 3, inséré par la loi du 22 mai 2001 et qui a un objet similaire à celui de la disposition en projet.

L'auteur de l'avant-projet doit préciser s'il entend remplacer ou non l'alinéa 3 existant.

En outre, tel qu'il est formulé, l'alinéa 3 en projet manque partiellement son objectif. En effet, l'attention de l'auteur est attirée sur le fait qu'une suspension d'un délai de prescription ne peut avoir un effet que pour autant que ce délai ne soit pas expiré. La disposition en projet est donc sans effet dans l'hypothèse où le recours devant le Conseil d'Etat est introduit après que le délai de six mois prévu à l'alinéa 1^{er} a expiré.

L'intention de l'auteur de l'avant-projet serait mieux rendue s'il était prévu, non pas que le délai est suspendu, mais bien qu'un nouveau délai d'un mois est ouvert ⁽¹²⁾.

Par ailleurs, dans le texte néerlandais de l'alinéa en projet, il y a lieu de remplacer le mot "besluit" qui figure dans les deux phrases par le mot "arrest".

Article 51

1. La référence à l'article 19, § 1^{er}», alinéas 4, 5, 6 et 7, doit être remplacée par une référence à l'article 19, § 1^{er}, alinéas 5 à 8.

⁽¹²⁾ Comparez avec l'alinéa 3 actuel.

2. La référence à l'article 19, § 4, dernier alinéa, doit être omise. Ce paragraphe est en effet une disposition traitant de la matière de la sécurité sociale, laquelle est une matière réservée au législateur fédéral par l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 4, 12°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

3. Compte tenu de l'article 40 de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés, qui prévoit que "jusqu'au 31 décembre 2006, le Roi peut, pour conduite notoire ou négligence grave, suspendre ou révoquer le bourgmestre, qui sera préalablement entendu", la référence à l'article 82 doit être omise. La disposition qui remplace le mot "Roi" par les mots "Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale" ne pourra être adoptée et entrer en vigueur avant le 31 décembre 2006.

Observations finales de légistique

1. Dans la phrase liminaire des dispositions modificatives, il y a lieu de mentionner les modifications encore en vigueur subies par les dispositions que l'on tend à modifier.

2. Dans le texte néerlandais, les références aux paragraphes sont indiquées par le signe "§" et suivi d'un nombre cardinal et par un nombre ordinal suivi du signe "§". Cette observation vaut pour les articles 51 et 52.

Onderzoek van het ontwerp

Dispositie

Artikel 2

Onderdeel 2° heeft tot doel de verwijzing naar artikel 24, § 1, te schrappen. Geen enkele bepaling van het voorontwerp heeft evenwel tot doel die bepaling op te heffen. Ook al is de voorwaarde voor de toepassing van die bepaling (een gemeente met minder dan 1.000 inwoners), weinig waarschijnlijk in Brussel, ze is juridisch niet uitgesloten. De steller van het voorontwerp moet dus kiezen : ofwel artikel 24 opheffen, ofwel de verwijzing naar die bepaling in artikel 5, tweede lid, behouden.

Artikel 3

In advies 33.105/2 van 12 juni 2002 over een voorontwerp van ordonnantie "tot wijziging van de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen" heeft de afdeling Wetgeving opgemerkt :

"De gewesten zijn voorzeker bevoegd om de samenstelling, organisatie, bevoegdheid en werking van de gemeentelijke instellingen te regelen krachtens artikel 6, § 1, VIII, 1° ⁽¹⁾, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals die is gewijzigd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001, waarbij verscheidene bevoegdheden worden overgedragen aan de gewesten en de gemeenschappen. De ordonnantiegever mag die bepaling evenwel niet aangrijpen om voorschriften te wijzigen die de federale wetgever heeft uitgevaardigd om de rechterlijke aspecten van de beslechting van geschillen over de gemeentebelastingen te regelen.

Het oprichten van hoven en rechtbanken en het bepalen van hun bevoegdheden is een aangelegenheid die ingevolge de artikelen 77, 144, 145 en 146 van de Grondwet alleen voor de federale wetgever is weggelegd ⁽²⁾. Daarenboven is wat betreft de bevoegdheden van het rechtsprekend college bedoeld in artikel 83quinquies, § 2, van de genoemde bijzondere wet van 12 januari 1989 voor

(1) lees: artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 1°.

(2) De bevoegdheid voor het vaststellen van regels voor de procedure bij rechtscolleges komt aan de federale wetgever toe op grond van zijn residuaire bevoegdheid : zie de volgende arresten van het Arbitragehof : nr. 19/2001 van 14 februari 2001, overweging B.4.2., nr. 33/2001 van 13 maart 2001, overweging B.5.5.1. en nr. 57/2002 van 28 maart 2002, overweging B.4.3.

elke wijziging terzake ⁽³⁾ een wet vereist die is aangenomen niet de bijzondere meerderheid voorgeschreven in artikel 4, laatste lid, van de Grondwet, overeenkomstig artikel 163, tweede lid, van de Grondwet."

Volgens de bespreking van artikel 3 is de aanpassing van artikel 9 van de nieuwe gemeentewet een louter "formele" aanpassing, aangezien het rechtscollege sinds de splitsing van de provincie Brabant bevoegd is om te beslissen over betwistingen omtrent de afstand van een kandidaat die in de gemeenteraad is gekozen.

De steller van het voorontwerp wil noch een nieuw administratief rechtscollege oprichten, noch het bestaande rechtscollege nieuwe bevoegdheden geven. De voorgestelde wijziging heeft alleen tot doel een in de nieuwe gemeentewet gebruikte benaming te vervangen door een andere benaming die al vastgelegd is in de bijzondere wet van 12 januari 1989 om de bewoordingen aan te passen aan de institutionele realiteit.

Dat geldt ook voor de bevoegdheid die formeel wordt toegekend aan de voorzitter van het rechtscollege, namelijk de bevoegdheid om de beslissingen van het college ter kennis te brengen, zoals de provinciegouverneur doet wanneer hij optreedt als voorzitter van de bestendige deputatie die zitting houdt als administratief rechtscollege.

In zoverre zijn de geplande wijzigingen aanvaardbaar.

Dat geldt ook voor de artikelen 4, 8, 15 en 27, 2° en 4°, van het voorontwerp.

Artikel 6

1. Krachtens de artikelen 20 en 69 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, die toepasselijk verklaard zijn op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bij respectievelijk de artikelen 8 en 36 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, ligt de uitvoerende macht bij de Regering die bevoegd is om te beslissen welke delegaties ze toestaat.

⁽³⁾ Met uitzondering echter van wijzigingen die voortvloeien uit een wijziging van de rechtsprekende taken van de bestendige deputaties (art. 83quinquies, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989).

Bijgevolg kan in de ordonnantie niet rechtstreeks worden bepaald welke minister een bepaalde taak behoort uit te oefenen. In het onderhavige geval gaat het om het in ontvangst nemen van de voordrachten van de kandidaat-burgemeesters.

2. Voorts moet worden opgemerkt dat de gewesten krachtens artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 1°, tweede lid, hun bevoegdheid inzake samenstelling, organisatie, bevoegdheid en werking van de provinciale en gemeentelijke instellingen moeten uitoefenen "onverminderd de artikelen 279 en 280 van de nieuwe gemeentewet".

Artikel 279, § 2, van de nieuwe gemeentewet bevat immers een verwijzing naar artikel 13, eerste lid, dat bij artikel 6 van het onderhavige voorontwerp wordt gewijzigd. De voordracht van de burgemeester overeenkomstig dat artikel 13, eerste lid, is een voorwaarde voor de toepassing van de verplichting vervat in de betrokken paragraaf 2. Bijgevolg overschrijdt de ordonnantiegever zijn bevoegdheden als hij artikel 13, eerste lid, zodanig wijzigt dat de regel vervat in artikel 279 erdoor wordt aangetast.

Opdat de burgemeester wordt voorgedragen overeenkomstig artikel 13, eerste lid - één van de voorwaarden die in artikel 279, § 2, worden gesteld om ervoor te zorgen dat de verplichting vervat in die bepaling kan worden toegepast - moet aan verschillende voorwaarden worden voldaan. Een van die voorwaarden is dat over de burgemeester "een gedagtekende akte van voordracht" is gemaakt die is "neergelegd in de handen van de gouverneur van de provincie". De ontworpen ordonnantie heeft tot doel die voorwaarde te wijzigen, aangezien in de ordonnantie staat dat de akte van voordracht voortaan niet meer hoeft te worden neergelegd in de handen van de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, maar wel in de handen van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Uit artikel 13, eerste lid, van de nieuwe gemeentewet blijkt echter dat de taak die thans aldus aan de gouverneur wordt opgedragen, niet verder reikt dan het louter ontvangen en verzenden van de akten van voordracht. Luidens de wet kan de gouverneur immers geen enkele vorm van controle op die akte van voordracht uitoefenen noch enig advies over de kandidatuur uitbrengen. Bijgevolg wordt de in artikel 279, § 2, vervatte verplichting om een akte van voordracht in te dienen overeenkomstig artikel 13, eerste lid, niet wezenlijk gewijzigd : er kan immers van uitgegaan worden dat het voor de stellers van

een akte van voordracht niets uitmaakt of ze die akte in handen van de gouverneur, dan wel in handen van een lid van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering neerleggen.

Derhalve mag worden aangenomen dat de geplande wijziging "onverminderd (...) artikel 279 (...) van de nieuwe gemeentewet" geschiedt en dus geen andere bevoegdheidsbezwaren oplevert dan het bezwaar genoemd in punt 1.

Artikel 12

De woorden "Brusselse Hoofdstedelijke" zijn overbodig en moeten vervallen.

Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 24, 25, 3°, 35, 37, 38, 1°, 39 en 51 van het voorontwerp.

Artikel 13

In de Franse tekst moet het woord "barémique" vervallen.

Daarenboven vloeit het begrip "plaatselijke ontvanger" voort uit het verschil dat in artikel 52 van de nieuwe gemeentewet wordt gemaakt tussen de gewestelijke en de plaatselijke ontvangers. Die bepaling wordt in artikel 52 van de ontworpen ordonnantie opgeheven. Bijgevolg moet ook het adjectief "plaatselijke" vervallen.

Artikel 17

De woorden "van het bestuur" zijn overbodig.

Artikel 18

De steller van het voorontwerp wordt erop attent gemaakt dat de voorgestelde redactie tot problemen kan leiden, aangezien faxen en elektronische post als schriftelijke berichten kunnen worden beschouwd. Het zou beter zijn dat de verschillende

.../...

mogelijkheden voor de overzending van de oproeping (per brief, via een bezorger aan huis, per fax of per elektronische post) afzonderlijk in de ontworpen tekst worden opgesomd.

Deze opmerking geldt ook voor artikel 22 van het voorontwerp.

Artikel 23

De ontworpen wijziging van artikel 112 heeft tot doel ervoor te zorgen dat de reglementen en verordeningen van de gemeenteraad, van het college van burgemeester en schepenen en van de burgermeester worden bekendgemaakt door middel van een aanplakbrief "of via elke andere geschikte vorm van mededeling".

Daaruit blijkt dat de wijze van bekendmaking van gemeentelijke reglementen en verordeningen aan de beoordeling van de betrokken gemeenten zou worden overgelaten.

Zulk een bepaling zou indruisen tegen artikel 190 van de Grondwet luidens hetwelk bij de wet moet worden bepaald in welke vorm wetten, besluiten en verordeningen van algemeen, provinciaal of gemeentelijk bestuur moeten worden bekendgemaakt.

De wetgever - in het onderhavige geval de ordonnantiegever - behoort dus zelf te bepalen in welke vorm de akten genoemd in artikel 112 van de nieuwe gemeentewet moeten worden bekendgemaakt.

Artikel 25

Deze bepaling valt buiten de bevoegdheid van het Gewest. Artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 1°, vierde streepje, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bepaalt immers bij wijze van uitzondering op de gewestelijke bevoegdheid inzake samenstelling, organisatie, bevoegdheid en werking van de gemeentelijke instellingen dat de organisatie van en het beleid inzake de politie, met inbegrip van artikel 135, § 2, van de nieuwe gemeentewet, een federale bevoegdheid blijft.

In de memorie van toelichting bij het ontwerp van bijzondere wet werd de uitzondering als volgt uitgelegd :

.../...

"De organisatie van en het beleid inzake politie en brandweer blijven een federale bevoegdheid. De gewesten hebben ter zake geen enkele bevoegdheid. Bijgevolg blijven, naast het uitdrukkelijk in de wettekst opgenomen artikel 135, § 2, dat aan de gemeenten oplegt ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen, onder meer ook volgende regelingen, thans opgenomen in provincie- of gemeentewet, een federale aangelegenheid :

- de bevoegdheid van de provincieraad om politieverordeningen te maken (artikel 85 provinciewet);
 - de bevoegdheden van de gouverneur ontleend aan de artikelen 128 en 129 van de provinciewet (de handhaving van rust en orde, de zorg voor de veiligheid van personen en eigendommen, de opvordering van de gewapende macht in geval van woelige samenscholingen ...);
 - de onverenigbaarheden die gelden voor het politiepersoneel (artikel 71 gemeentewet);
 - de bevoegdheid van de gemeenteraad om gemeentelijke politieverordeningen te maken (artikel 119 gemeentewet);
 - de bevoegdheid van het college van burgemeester en schepenen inzake de politie van de vertoningen (artikel 130 gemeentewet);
- (...)
- de bepalingen van titel III van de gemeentewet, voor zover ze betrekking hebben op het personeel van politie en brandweer.

Het feit dat artikel 135, § 2, van de gemeentewet is voorbehouden aan de federale overheid belet niet dat de Gewesten bevoegd zijn om politiemaatregelen te nemen met betrekking tot hun eigen bevoegdheden." ⁽⁴⁾.

De omstandigheid dat in deze passage van de memorie van toelichting niet wordt verwezen naar artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet kan niet als argument worden aangevoerd om te stellen dat het gewest bevoegd is om die bepaling te wijzigen. Die opsomming wordt immers bij wijze van voorbeeld gegeven. Bovendien is een bij de Senaat ingediend amendement nr. 135 (Gedr. St. 2-709/5) dat ertoe strekte om een uitdrukkelijke verwijzing naar verschillende bepalingen betreffende de politie, waaronder artikel 119bis, in de tekst van de wet op te nemen, door de indiener ervan ingetrokken

⁽⁴⁾ Gedr. St., Senaat, nr. 2 - 709/1, 2000-2001, blz. 17.

nadat de Regering had verklaard dat dit amendement niets nieuws bevatte ⁽⁵⁾.

Het besluit is dan ook dat de ontworpen bepaling moet vervallen.

Artikel 26

De aandacht van de steller van het voorontwerp wordt erop gevestigd dat de afschaffing van de provincie Brabant niet de opheffing van alle provinciale reglementen of verordeningen met zich heeft meegebracht.

De wijziging die wordt voorgesteld in 1°, die zich aandient als een louter vormelijke wijziging, kan dus leiden tot rechtsonzekerheid in het geval dat nog provinciale reglementen of verordeningen in de rechtsorde zouden bestaan waarvan de uitvoering toevertrouwd zou zijn aan het college van burgemeester en schepenen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 28 van het voorontwerp.

Volgens de gemachtigde ambtenaar zijn er geen provinciale reglementen of verordeningen meer van kracht in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Dat moet worden geverifieerd en in voorkomend geval bevestigd worden in de memorie van toelichting.

Artikel 27

Onderdeel 3° strekt ertoe te bepalen dat "de Brusselse Hoofdstedelijke Regering (...) de procedure (vastlegt)" die van toepassing is wanneer het rechtscollege een uitspraak doet over de aansprakelijkheid van de ontvanger in geval van een tekort.

De procedure die gevolgd wordt bij het rechtscollege valt in beginsel niet onder de bevoegdheid van het gewest. Artikel 83quinquies, § 2, derde lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen bepaalt immers dat "bij de procedure voor het college (...) dezelfde regels nageleefd (moeten)

⁽⁵⁾ Zie M. Quintin, La police administrative générale et les sanctions administratives. Dat artikel zal verschijnen in een speciaal nummer van APT over de recentste staatshervorming.

worden als die welke van toepassing zijn wanneer in de provincies de bestendige deputatie een rechtsprekende taak vervult". De bevoegdheid om de regels inzake de procedure vóór de bestendige deputatie vast te stellen wanneer deze een rechtsprekende opdracht uitoefent, komt evenwel toe aan de federale overheid op grond van haar residuaire bevoegdheid ⁽⁶⁾. Die bevoegdheid is immers niet aan de gewesten toevertrouwd aangezien de bestendige deputaties, wanneer ze optreden als administratieve rechtscolleges, geen ondergeschikte besturen zijn en bijgevolg niet beoogd worden door artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, dat, "wat de ondergeschikte besturen betreft", de bevoegdheid om de samenstelling, organisatie, bevoegdheid en werwijze van de provinciale en gemeentelijke instellingen te regelen toewijst aan de gewesten.

Artikel 131, § 4, tweede lid, van de nieuwe gemeentewet bepaalt dat de Koning de procedure regelt vóór de bestendige deputatie die uitspraak doet over de aansprakelijkheid van de ontvanger, met inachtneming van de beginselen neergelegd in artikel 104bis van de provinciewet.

Het betrokken artikel 104bis stelt een reeks procedureregels vast en draagt tevens de bevoegdheid om "de procedure te regelen" over aan de Koning ⁽⁷⁾.

Het Gewest kan alleen bijzondere procedureregels vaststellen voor het geval dat het rechtscollege een uitspraak doet over de aansprakelijkheid van de ontvanger, wanneer het daarbij de voorwaarden van artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen in acht neemt ⁽⁸⁾.

Deze bepaling legt de bevoegdheid om rechtsbepalingen uit te vaardigen met betrekking tot materies waarvoor de Raden niet bevoegd zijn, maar die nodig zijn voor de

⁽⁶⁾ Zoals het Arbitragehof heeft onderstreept "(behoort) krachtens de artikelen 145 en 146 van de Grondwet (...) de omschrijving van de bevoegdheden van de rechtscolleges tot de uitsluitende bevoegdheid van de federale wetgever. Het vaststellen van procedureregels voor de rechtscolleges komt aan de federale wetgever toe op grond van zijn residuaire bevoegdheid" (arrest nr. 85/2002 van 8 mei 2002, overweging B.5.2.).

⁽⁷⁾ Artikel 104bis, derde lid, van de provinciewet, ten uitvoer gelegd bij het koninklijk besluit van 17 september 1987 betreffende de procedure voor de bestendige deputatie in de gevallen waarin deze een rechtsprekende taak vervult.

⁽⁸⁾ Zo is vereist dat de bepalingen noodzakelijk zijn voor de uitoefening van de bevoegdheden van de deelentiteit, dat de aangelegenheid zich tot een gedifferentieerde behandeling leent en dat de weerslag van de betrokken bepalingen op die aangelegenheid slechts marginaal is. (Zie onder meer arrest nr. 19/2001 van 14 februari 2001 en het al eerder genoemde arrest nr. 85/2002 van het Arbitragehof).

uitoefening van hun bevoegdheid, uitsluitend in handen van de decreet- en ordonnantiegevers. Het is de Raad van State niet duidelijk wat, als impliciete bevoegdheid, de grondslag kan zijn voor de ontworpen bepaling. Hoe dan ook, zelfs indien terecht een beroep kan worden gedaan op de impliciete bevoegdheden, dan nog is vereist dat de wetgever in de aangelegenheden die de Grondwet of de bijzondere wetgever uitsluitend in handen van de wet-, de decreet-, of de ordonnantiegever heeft gelegd, de wezenlijke aspecten van de aangelegenheid die hij aan de regering delegeert, vaststelt.

Artikel 29

Zoals de afdeling Wetgeving heeft opgemerkt in haar advies 23.344/2 uitgebracht op 17 oktober 1994 over een voorstel van wet "tot wijziging van artikel 134bis van de nieuwe gemeentewet met het oog op de uitbreiding van het recht op een behoorlijke huisvesting", is het krachtens haar bevoegdheden voor maatschappelijk welzijn dat de federale overheid een artikel 134bis heeft ingevoegd in de nieuwe gemeentewet, dat ertoe strekt een opeisingsprocedure voor leegstaande gebouwen (te organiseren), die in gang wordt gezet door de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn, ten einde die gebouwen ter beschikking te stellen van personen die niet over de nodige middelen beschikken om een behoorlijke woning te verkrijgen en er te blijven ⁽⁹⁾.

Het komt dus toe aan de Koning de maatregelen voor de tenuitvoerlegging van deze bepaling van de nieuwe gemeentewet uit te vaardigen.

Artikel 29 moet bijgevolg vervallen.

Artikel 30

⁽⁹⁾ Gedr. St., Kamer, nr. 1417/2, 1993-1994. Zoals blijkt uit dat advies zou die maatregel, indien ze niet specifiek bedoeld zou zijn voor die personen, vallen onder de gewestelijke bevoegdheid inzake huisvesting. Zie ook advies 25.688/2, gegeven op 16 december 1996, over een voorstel van wet "stekkende om leegstaande onroerende goederen op de markt van de huurwoningen te brengen ten einde te kunnen voldoen aan de vraag naar woongelegenheid (Gedr. St., Senaat, nr. 166/2, 1996-1997).

De gewesten zijn niet bevoegd om Hoofdstuk IV van Titel III van de nieuwe gemeentewet te wijzigen. Het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het onderwijzend personeel zijn immers, met uitsluiting van zijn pensioenregeling, in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, gemeenschapsbevoegdheden ⁽¹⁰⁾ ten aanzien van de instellingen die, wegens hun activiteiten, geacht moeten worden uitsluitend tot de ene of de andere gemeenschap te behoren. Ten aanzien van de andere onderwijsinstellingen is de federale overheid bevoegd uit hoofde van haar residuaire bevoegdheid ⁽¹¹⁾.

Artikel 31

Het huidige artikel 234, eerste lid, van de nieuwe gemeentewet bepaalt dat de gemeenteraad de wijze kiest waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund en de voorwaarden daarvoor vaststelt. Het tweede lid voorziet in een mogelijkheid om die bevoegdheid over te dragen aan het college van burgemeester en schepenen voor de opdrachten die betrekking hebben op het dagelijks beheer, binnen de perken van de daartoe op de gewone begroting ingeschreven kredieten. In het derde lid staat dat in spoedeisende gevallen die voortvloeien uit niet te voorziene omstandigheden, het college van burgemeester en schepenen op eigen initiatief de bevoegdheden van de raad kan uitoefenen.

⁽¹⁰⁾ Arbitragehof, arrest nr. 6/93, overweging 2.B.3.

⁽¹¹⁾ Het opschrift van Hoofdstuk IV en de artikelen 150 tot 152 zijn gewijzigd bij de wet van 24 mei 1991 om tegemoet te komen aan het advies van de Raad van State die ten aanzien van het voorontwerp de volgende opmerking heeft gemaakt :

"Wat het onderwijzend personeel betreft, bepaalt de memorie van toelichting dat het buiten de toepassing van de bepalingen van het ontwerp valt, aangezien het statuut van de personeelsleden van de verschillende onderwijsnetten, met uitzondering van de pensioenregeling, thans tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen behoort.

Maar in afwachting dat de decreetgever van die bevoegdheid gebruik maakt, blijven de bestaande wetsbepalingen van toepassing. Dat is inzonderheid het geval met de artikelen 150 en 152 van de nieuwe gemeentewet.

Het gaat dus niet aan dat de artikelen 150 tot 152 van de nieuwe gemeentewet zonder meer worden opgeheven, zoals artikel 3, 4°, van het ontwerp doet. Die artikelen moeten integendeel behouden blijven maar - net zoals het opschrift van hoofdstuk IV van titel III - worden aangepast om ze uitsluitend toepasselijk te verklaren op de leden van het gemeentelijk onderwijzend personeel." (Gedr. St., Kamer, nr. 1400/1 - 90/91).

De ontworpen ordonnantie handhaaft die regeling, maar verleent het college daarnaast de machtiging om de in het eerste lid genoemde bevoegdheid uit te oefenen voor de opdrachten die worden afgesloten met een onderhandelingsprocedure met toepassing van artikel 17, § 2, 1°, a), van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten; in dat geval moet de gemeenteraad de beslissingen van het college op zijn eerstvolgende vergadering goedkeuren.

De opdrachten waarop de federale wetgeving waarnaar het ontwerp verwijst betrekking heeft, zijn de opdrachten die, exclusief BTW, een door de Koning bepaald bedrag niet te boven gaan.

De gemachtigde ambtenaar heeft bevestigd dat, wat de Franse tekst betreft, het de bedoeling van de steller van het ontwerp is dat de "procédure de ratification" door de gemeenteraad in principe neerkomt op een "tutelle d'approbation". Indien er geen "approbation" of "ratification" is (de twee woorden zijn hier synoniem) kunnen de door het college gestelde daden geen uitwerking hebben. Om alle toepassingsproblemen te voorkomen zou het beter zijn dat die interpretatie voor de Franse tekst bevestigd wordt in de memorie van toelichting. De Nederlandse tekst is wat dat betreft reeds duidelijk.

Het ontwerp laat evenwel ook onzekerheid bestaan over de vraag of een opdracht die betrekking heeft op het dagelijks beheer en afgesloten is met een onderhandelingsprocedure, al dan niet door de gemeenteraad moet worden goedgekeurd in het geval dat de gemeenteraad, overeenkomstig het ontworpen tweede lid, heeft ingestemd met een bevoegdheidsoverdracht.

Artikel 35

Men schrijve nauwkeuriger "256, § 1, eerste lid".

Artikel 45

Volgens de gemachtigde ambtenaar zijn de woorden waaruit blijkt dat een kopie wordt toegestuurd en niet het dossier zelf, per vergissing weggelaten.

Artikel 46

De woorden "experts" en "specialisten" zijn hier tautologisch.

Artikel 50

Artikel 50 van het voorontwerp strekt ertoe artikel 317 van de nieuwe gemeentewet aan te vullen met een derde lid. Het betrokken artikel 317 bevat evenwel reeds een derde lid, dat is ingevoegd bij de wet van 22 mei 2001 en dat ongeveer hetzelfde onderwerp heeft als de ontworpen bepaling.

De steller van het voorontwerp moet aangeven of hij het bestaande derde lid al dan niet wil vervangen.

Bovendien mist het ontworpen derde lid, zoals het is geformuleerd, gedeeltelijk zijn doel. De aandacht van de steller wordt er immers op gevestigd dat een schorsing van een verjaringstermijn maar uitwerking kan hebben voorzover die termijn niet is verstreken. De ontworpen bepaling heeft dus geen uitwerking wanneer het beroep bij de Raad van State ingesteld wordt nadat de in het eerste lid bepaalde termijn van zes maanden is verstreken.

De bedoeling van de steller van het voorontwerp zou beter weergegeven worden indien, in plaats van dat bepaald wordt dat de termijn geschorst wordt, bepaald zou worden dat een nieuwe termijn van een maand ingaat ⁽¹²⁾.

⁽¹²⁾ Vergelijk met het huidige derde lid.

Ten slotte dient in het ontworpen lid het woord "besluit" dat voorkomt in de eerste en de tweede zin van de Nederlandse versie, vervangen te worden door het woord "arrest".

Artikel 51

1. De verwijzing naar artikel " 19, eerste §, in het vierde, vijfde, zesde en zevende lid", moet vervangen worden door een verwijzing naar artikel "19, § 1, vijfde tot achtste lid".

2. De verwijzing naar artikel 19, § 4, laatste lid, moet vervallen. Die paragraaf bestaat immers uit een bepaling die gaat over een aangelegenheid van de sociale zekerheid, een materie die bij artikel 6, § 1, VI, vierde lid, 12°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, uitsluitend in handen van de federale wetgever is gelegd.

3. Gelet op artikel 40 van de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen, dat bepaalt dat "(...) de Koning (tot 31 december 2006) (...) de burgemeester (kan) schorsen of afzetten wegens kennelijk wangedrag of grove nalatigheid [en dat] de burgemeester (...) vooraf (wordt) gehoord", moet de verwijzing naar artikel 82 vervallen. De bepaling waarbij het woord "Koning" vervangen wordt door de woorden "Brusselse Hoofdstedelijke Regering" kan niet worden aangenomen en in werking treden vóór 31 december 2006.

Wetgevingstechnische slotopmerkingen

1. In de inleidende zin van de wijzigingsbepalingen moeten de nog geldende wijzigingen worden vermeld die de bepalingen die gewijzigd worden hebben ondergaan.

2. In de Nederlandse tekst geschiedt verwijzing naar een paragraaf met een

.../...

hoofdtelwoord na het paragraafteken in plaats van met een rangtelwoord vóór het paragraafteken. Deze opmerking geldt voor de artikelen 51 en 52.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Madame
Mevrouw

J. JAUMOTTE,
M. BAGUET,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Monsieur
de Heer

F. DEHOUSSE,

assesseur de la section de législation,
assessor van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

A.-C. VAN GEERSDAELE,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. M. JOASSART, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. M. JOASSART, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS